



LES FAMILLES INTERPELLENT LES CANDIDATS AUX ELECTIONS PRESIDENTIELLES ET LEGISLATIVES

La voix des familles

1.1 Quelle place accorderez-vous aux unions d'associations familiales chargées de représenter officiellement l'ensemble des familles, dans les différentes instances de décision ?

Réponse :

Représentants politiques des familles.

L'organisation territoriale

- 1. Entendez-vous faire évoluer la loi du 16 mars 2010 :**
- ▶ Maintiendrez-vous l'échelon départemental ? Si oui, avec quels domaines d'attribution ?
 - ▶ Comptez-vous rétablir la clause de compétence générale pour l'ensemble des échelons, ou, tout du moins, permettre l'intervention de plusieurs niveaux de collectivités territoriales pour financer en commun des réalisations dans le champ de la politique familiale et sociale ?

Réponse :

Je suis pour une constituante qui remettra à plat tout cela. La subsidiarité doit être repensée.

1.3 Vous engagez-vous à faire inscrire dans la loi l'existence et les missions des Unions Régionales des Associations Familiales (URAF) ?



Réponse :

Non.

Les instances nationales

1.4 Êtes-vous d'accord pour que les travaux du HCF soient présentés une fois par an, lors d'une réunion de l'ensemble des membres à Matignon, sous la présidence du Premier ministre ?

Réponse :

Pourquoi pas, mais je n'en saisis pas encore l'utilité. Je suis prêt à recevoir plus d'informations sur le sujet.

1.5 Vous engagez-vous à la nomination d'un ministre en charge de la famille ?

Réponse :

Non, il y a trop de ministères.

Les grands principes de la politique familiale

2.1 Partagez-vous cette analyse de l'UNAF sur les clés de réussite d'une politique familiale ?

Réponse :

Cela me paraît exagéré. Cependant je pense aussi que les prestations doivent être fonction de la taille de la famille, cela me paraît même évident.

2.2 Défendrez-vous les principes mentionnés : universalité, liberté de choix, pérennité ?

Réponse :

Oui.

Des allocations familiales universelles et non imposées

2.3 Garantissez-vous que les allocations familiales resteront universelles et ne seront pas soumises à des conditions de ressources ?



Réponse :

J'agirai et parlerai si besoin dans ce sens, mais comprenez que seule l'assemblée dans son ensemble peut garantir quoique que soit.

2.4 Les allocations familiales n'étant pas des revenus mais une compensation de charges, garantissez-vous qu'elles ne seront pas imposées ?

Réponse :

Cela me paraît évident, puisque l'État ne va reprendre avec une main ce qu'il a donné avec l'autre.

2.5 Êtes-vous favorable au maintien des allocations familiales au dernier enfant d'une fratrie ?

Réponse :

Oui.

La réduction des déficits publics et le financement de la protection sociale

2.6 Quelles mesures allez-vous prendre pour réduire le déficit public ?

Réponse :

S'il s'agit d'arrêter l'hémorragie de la dette, la France ne peut plus payer les intérêts des marchés financiers. Tous les jours l'équivalent de deux avions Airbus A340 partent en intérêt de la dette. Il faudrait que les pays qui le désirent puissent garder leur monnaie nationale, si cette dernière reste convertible uniquement avec l'euro, à un taux de change fixe mais révisable.

D'autre part, je fais remarquer que dans les pays où il existe un véritable référendum d'initiative populaire de nombreuses dépenses inutiles sont évitées. Ces pays (ou États des États Unis d'Amérique) sont en moyenne 50% moins endettés et ont 30% d'impôts et de dépenses publiques en moins.

2.7 Plus précisément, en ce qui concerne le financement de la Sécurité sociale, modifierez-vous les sources et les niveaux de financement ?

Réponse :



Je pense que les contributions patronales ne doivent pas être plafonnées.

2.8 En ce qui concerne plus spécifiquement la « branche famille », vous engagez-vous :

- ▶ à mettre fin au transfert des dépenses au détriment de la « branche famille » ?
- ▶ à garantir le maintien du niveau de financement ?

Réponse :

Cela dépend trop de la situation du pays et de la composition de l'Assemblée Nationale.

Une fiscalité juste et équitale pour les familles

2.09 Prévoyez-vous une réforme fiscale ?

Réponse :

Non.

2.10 Si oui, comment la dimension familiale (situation conjugale et présence d'enfant(s)) sera-t-elle prise en compte pour chacun des impôts et prélèvements sociaux, notamment en ce qui concerne l'IR, la CSG, les impôts locaux, les éventuels « impôts verts » ?

Réponse :

2.11 En particulier, en ce qui concerne l'IR :

- ▶ Prévoyez-vous une retenue à la source ?
- ▶ Maintiendrez-vous le quotient conjugal et le quotient familial ?
- ▶ Envisagez-vous de modifier le montant du plafond de la somme des déductions fiscales ?
- ▶ Envisagez-vous d'ajouter une (des) tranche(s) supplémentaire(s) ?



Réponse :

Je suis favorable à la retenue à la source.

2.12 Envisagez-vous d'instaurer une TVA sociale ? Si oui, selon quelles modalités ?

Réponse :

Pourquoi pas. TVA nulle pour les biens et services de première nécessité. TVA élevée pour la frivolité.

Dépendance et handicap : soutenir les solidarités familiales

2.13 Quelles mesures comptez-vous prendre concernant la prise en charge de la perte d'autonomie des personnes âgées ?

Réponse :

+ de maisons de retraite.

2.14 Quelles mesures comptez-vous prendre concernant la prise en charge, tout au long de la vie, des personnes en situation de handicap ?

Réponse :

+ d'aide à domicile.

2.15 Quelles actions souhaitez-vous mener pour une reconnaissance des « aidants familiaux » ? Quels dispositifs de soutien effectif vous engagez-vous à mettre en place ?

Réponse :

Revalorisation des salaires.

2.16 Quels seront les financements de ces politiques ?

Réponse :

Voir 2.6 et 2.7.

Le droit de la famille



3.1 Envisagez-vous des réformes en matière de droit de la famille ? Notamment :

- ▶ Êtes-vous favorable au mariage de personnes de même sexe ?
- ▶ Comptez-vous réformer le PACS ? Quelle distinction comptez-vous maintenir entre le PACS et le mariage ?
- ▶ Envisagez-vous de réformer l'adoption ? Êtes-vous favorable à son accès aux couples de même sexe ?
- ▶ Envisagez-vous de créer un statut juridique du « tiers » ou du « beau-parent » ?

Réponse :

Je ne suis pas favorable au mariage de personnes de même sexe mais je ne souhaite pas non plus garder de distinction particulière entre le PACS et ce dernier.

3.2 Reviendrez-vous sur des dispositions adoptées dans la loi votée en 2011 sur la bioéthique ? Plus particulièrement, reviendrez-vous sur les conditions d'accès aux différentes techniques d'assistance médicale à la procréation (couple de sexe différent, vivant et en âge de procréer, dont l'infertilité est due à des raisons médicalement constatées) ? Autoriserez-vous la gestation pour autrui ?

Réponse :

Non.

Améliorer le pouvoir d'achat des familles

4.1 Quelles actions allez-vous mener pour lutter contre l'augmentation de ces dépenses qui affectent fortement le pouvoir d'achat des familles en difficulté et l'équilibre des enfants ?

Réponse :

Développement de la gratuité, notamment pour les fournitures scolaires.

4.2 Quelles sont vos propositions pour que les familles retrouvent du pouvoir d'achat ?

Réponse :

Voir 2.12.



4.3 Comment lutterez-vous contre l'érosion des prestations familiales ?

Réponse :

Il y a d'autres combats qui me paraissent prioritaires.

Prévenir le surendettement

4.4 Pour lutter contre le surendettement, mettez-vous en place, au moyen de la loi, un registre national des crédits aux particuliers ?

Réponse :

Non.

Un accès à un logement décent et de qualité pour toutes les familles

4.5 Comment augmenterez-vous la production de logements à des coûts abordables pour les familles aux revenus modestes ?

Réponse :

S'occuper en priorité du parc existant.

4.6 Comment assurerez-vous une meilleure mobilité dans le parc de logement social existant afin de permettre aux familles d'accéder à un logement adapté à leurs besoins et à leurs capacités financières ?

Réponse :

L'État ne doit plus garantir les contrats de location. Cela fera baisser les prix du marché.

4.7 Sur quels montants annuels d'engagements financiers de l'État (allocations logement et aides à la pierre) vous engagez-vous ?



Réponse :

Aucun, ce la dépend de trop de paramètres.

Maîtriser les charges énergétiques

4.8 Quelle politique de tarification des énergies envisagez-vous ?

Réponse :

Ce qui est nécessaire est gratuit, ce qui est utile est bon marché, ce qui est inutile est cher.

4.9 Quelle sera votre politique d'amélioration de la performance énergétique des logements ?

Réponse :

Les gâchis énergétiques seront plus lourdement taxés.

Améliorer l'accès aux soins

4.10 Quelles actions mènerez-vous pour que le reste à charge des dépenses de santé ne devienne pas un obstacle à l'accès aux soins ?

Réponse :

Gratuité des soins nécessaires.

4.11 Pensez-vous que ces dispositions sont à la hauteur des enjeux ?

Réponse :

Oui.

4.12 Êtes-vous favorable à ce que les familles qui représentent les usagers à la CNAM participent à l'évaluation de cet engagement de la convention médicale ?



Réponse :

Oui, si ces familles sont des représentants sociologiques, i.e. tirées au sort.

4.13 Si la situation de l'offre de soins en ambulatoire ne s'améliore pas, malgré le dispositif conventionnel, légiférerez-vous sur des mesures plus coercitives ? Lesquelles ?

Réponse :

Il faudra plus d'hôpitaux...

L'accompagnement des parents d'enfants en bas âge

4.14 Que ferez-vous pour renforcer les actions visant à soutenir les parents lors de la grossesse et après la naissance, notamment durant les semaines qui suivent le retour au domicile ?

Réponse :

Rendre obligatoire le congé paternel.

Investir pour la petite enfance

5.1 Combien de nouvelles places d'accueil, répondant aux besoins sur le territoire, vous engagez-vous à créer sous votre mandat ?

Réponse :

Ce n'est pas à la représentation nationale de décider de cela.

5.2 Vous engagez-vous à maintenir le même niveau de financement public actuel en matière d'investissement et de fonctionnement ?

Réponse :

Et il faut que vous compreniez la différence entre parlementarisme et dictature.

5.3 Selon vous, quelle instance doit piloter localement les politiques d'accueil du jeune enfant ?



Réponse :

La mairie ou le quartier.

5.4 Maintiendrez-vous le congé parental de trois ans ? Plus largement, améliorerez-vous le congé parental ? Si oui, comment ? Avec quels financements ?

Réponse :

Oui, voir 4.14 et réponses sur les financements.

Soutenir les parents

5.5 Quels sont vos objectifs en matière de soutien à la parentalité ?

Réponse :

Aucun.

5.6 Vous engagez-vous à maintenir, voire à renforcer, les financements consacrés aux dispositifs de soutien à la parentalité ?

Réponse :

Non.

5.7 Vous engagez-vous à garantir la pérennité de ces dispositifs par l'adoption d'une loi ?

Réponse :

Non.

5.8 Comment entendez-vous organiser la coordination locale de ces dispositifs ?

Réponse :

Ce n'est pas au pouvoir législatif de se mêler d'affaires exécutives, qui plus est locales.

Autonomie financière des jeunes



5.09 Quelle politique globale de soutien financier des jeunes et de leur famille envisagez-vous ? Sur quels financements ?

Réponse :

Individualisation des prestations.

5.10 Envisagez-vous d'élargir les critères d'attribution des bourses et d'en augmenter le montant ?

Réponse :

Non, je souhaite développer la gratuité.

5.11 Quelles actions mènerez-vous pour favoriser l'entrée des jeunes sur le marché du travail ?

Réponse :

Aucune. C'est aux patrons à embaucher, pas aux députés.

Renforcer le lien entre famille et école

5.12 Dans votre projet pour l'École, que comptez-vous faire pour mieux garantir un rapprochement entre familles et école ?

Réponse :

Il existe déjà des associations de parents d'élèves.

Un accès à une éducation pour tous

5.13 Comment assurerez-vous un accès plus équitable à toutes les formations du secondaire ou aux formations supérieures, quelle que soit la filière ?

Réponse :

Ce n'est pas une affaire d'équité. C'est une affaire de préférence de l'élève et d'orientation de l'équipe pédagogique.



Nom du candidat : Hugon

Formation politique :

Le cas échéant :

Département : Yvelines

Circonscription n°: 1

Contact UNAF : familles2012@unaf.fr

